

Adopté après modification

Réunion de janvier 2014
1^{ère} Commission

<p>CONTRE LA DISPARITION DE LA PICARDIE ET DE SES TROIS DEPARTEMENTS Vœu présenté par le groupe Centre et Indépendants</p>
--

Les conseillers généraux de la Somme expriment leur plus vive inquiétude après certaines annonces qui laissent à penser que la Région Picardie disparaîtrait et que chacun de ses 3 départements seraient rattachés à 2 ou 3 autres régions.

Par les actions menées depuis près de 30 ans auprès des habitants et des acteurs économiques, la Région agit en complément du Conseil général de la Somme et non pas en concurrence, dans les domaines aussi importants que le développement économique, la formation professionnelle, l'apprentissage, le transport ferroviaire ou encore les lycées.

En outre, les conseillers généraux soulignent l'importance des effectifs de la Région, près de 2 700 agents, dont une très grande majorité vit et travaille dans la Somme avec leur famille. La disparition de l'administration régionale constituerait une perte importante notamment pour Amiens, capitale régionale. Ils s'inquiètent également des conséquences sur le devenir des directions régionales de l'Etat. Tout ceci aurait un impact négatif sur la qualité du service public.

Les conseillers généraux de la Somme soulignent également que la disparition de 7 régions sera sans effet sur le vrai problème qu'est le déficit de notre pays, puisque les 26 régions ne représentent que 2% de la dépense publique et, que les actions évoquées ci dessus seront poursuivies, qu'il n'y aura donc pas d'impact réel sur la feuille d'impôts des Picards. La même analyse se porte sur les conseils généraux, eux mêmes régulièrement menacés de disparition alors que leurs actions vis-à-vis des personnes âgées, des collégiens, des communes, des associations, sont essentielles au bien vivre ensemble.

Les conseillers généraux de la Somme condamnent tous les propos populistes et démagogiques à l'encontre d'élus locaux qui coûteraient chers aux contribuables.

Enfin, les conseillers généraux rappellent qu'ils participent à l'effort de redressement des finances publiques par la baisse de 3 milliards d'euros de la dotation globale de fonctionnement issue du budget de l'Etat.

C'est pourquoi ils s'opposent au démantèlement de la région et de ses trois départements.

Adopté à l'unanimité moins la voix du conseiller général Europe Ecologie les Verts